correspondance avec le train express de Paris qui arrive à Lille, à 12 h. 20.

Nos voyageurs et nos lettres, etc., y gagneront donc quarante minutes. (Communiqué.)

Les dépêches de Berlin nous ont appris que M. Desprez, directeur politique au ministère des Affaires étrangères, assiste au Congrès, comme troisième plénipotentiaire de France.

M. Desprez appartient au département du Nord; il est ancien élève du petit séminaire de Cambrai. C'est un homme d'une grande distinction d'esprit et dont le mérite est justement apprécié dans le monde diplomatique.

Les gauches s'étaient efforcées de le tenir éloigné du Congrès, à cause de ses opinions conservatrices et catholiques; mais le ministre des Affaires étrangères, M. Waddington, n'a pas cru pouvoir se passer du concours d'un tel collaborateur.

Voici l'itinéraire de Monseigneur l'évêque de Lydda, auxiliaire de Son Eminence, pour l'administration du Sacrement de Confirmation, dans l'arrondissement de Lille, en 1878.

Dimanche 16, La Bassée, 11 h. — Lundi 17, Fouries, Herlies, Wicres, 9 h. — Santes, Hallemeux, 11 h. — Mardi 18, Beaumonts (consécration), 11 h. — Mercredi 19, Englos, Ennetières, Radignem, 9 h. — Lomme, Sequeudin, 11 h. — Jeudi 20, Waurin, Sainghin, 9 h. — Annezin, Carnin, Don, 11 h. — Vendredi 21, Bauwain, Provin, 9 h. — Allennes, Herlin, Gondoucourt, 11 h. — Samedi 22, Phalempin, Camphin, Ghemy, 9 h. — Seclin, Houplin, 11 h. — Dimanche 23, Seclin, 11 h.

NOMINATIONS ECCLESIASTIQUES. — M. Lennin, vicaire de La Bassée, est nommé curé d'Eslesmes.

M. Delcambre, vicaire de Lomme, est transféré à La Bassée.

M. Vandermeersch, vicaire de Renescure, est transféré à Bollezeele.

La Semaine religieuse annonce la mort de M. l'abbé J. Debrulle, ancien vicaire de Sainte-Catherine, à Lille, décédé le 8 juin, à Flines-lez-Raches, à l'âge de 29 ans, et celle de M. l'abbé Deligne, ancien curé d'Awoingt, décédé le 2 juin, à l'âge de 65 ans.

Mgr de Ségur, chanoine-évêque de Saint-Denis, prêchera dimanche à la grand-messe de Saint-André, à Lille.

Voici les morceaux que la Grande-Harmonie doit exécuter demain à la distribution des prix du concours des Cercles des Carabiniers roubaixiens :

1° Ouverture du Calife de Bagdad; 2° Fantaisie; 3° Galop.

L'instruction du meurtre commis, ces jours derniers, à Leers, se continue. Le Parquet a fait hier une descente dans cette commune. Un Belge, du nom de Charles T., est soupçonné d'être l'auteur de ce crime. Il est en fuite.

On est, en ce moment à la recherche d'un individu qui, dans la journée d'hier, s'est rendu coupable de plusieurs faits graves. Vers midi et demi, une femme, revenant de Roubaix, chargée d'une chaîne et de trame, suivait le sentier de la Beuvrie pour se rendre à Hem, lorsqu'elle fut tout-à-coup assaillie par un homme qui s'était dissimulé derrière la chapelle qui se trouve sur ce sentier. Elle fut bientôt terrassée, mais effrayé par les cris que poussait sa victime, le malfaiteur prit la fuite. Quelques heures plus tard, un fait analogue se reproduisit. Une villageoise était de nouveau attaquée par un individu à mine suspecte qui lui serrant la gorge, lui dit : « Si tu pousses un cri, je t'étrangle ! » Cette femme ne se laissa pas intimider et fut heureusement délivrée par l'arrivée de deux femmes, à l'approche desquelles, son agresseur prit la fuite. Une enquête est ouverte. On prétend que là ne se seraient pas bornés les exploits de ce misérable. L'enquête se poursuit.

Un vol assez important a été commis ces jours derniers, dans une église de Beauvais. Les auteurs présumés de ce vol, étaient vivement recherchés et leur signalement avait été envoyé télégraphiquement dans toutes les directions. Des recherches, commencées hier à Roubaix, ont amené l'arrestation d'un des auteurs du vol, la nommée Joanna Galmart qui, nouvellement arrivée à Roubaix, était descendue à l'estaminet de la Clef d'Or, rue du Chemin de Fer. Son complice que l'on connaît aujourd'hui avoir jugé prudent de se diriger sur Bruxelles, où il est probablement arrêté en ce moment.

La charité est une vertu quelquefois bien rude à pratiquer.

Un mauvais sujet du nom de Louis Lecomte s'était introduit, hier, dans une maison de la rue de la Lys et y menait grand tapage. Un voisin, M. Duguelin, voulut s'interposer. Mais, voilà Lecomte qui tourne sa rage contre Duguelin et l'assomme à moitié d'un coup de poing à la tempe, suivi de plusieurs autres. On a dû avoir recours à la police pour ramener ce forcené à la raison.

Lecomte comparaitra sous peu devant le Tribunal correctionnel de Lille. Comme recommandations, cet homme aura à présenter à la justice plusieurs condamnations dont l'une à deux ans de prison pour désertion.

Voulez-vous savoir quelle est l'opinion d'Eustache Lefebvre, de la rue des Vingt-Mètres, sur la police? Ecoutez plutôt la petite histoire suivante. Cet intéressant monsieur ne s'était pas hier, conformé au règlement sur le balayage. L'agent de service au Pile, lui en fit l'observation : « Va-t-en au diable, lui répondit Lefebvre; je me moque de toi et je t'en va. (Le mot d'un général célèbre) ainsi que le commissaire et toute sa clique, et si tu approches, je te casse » se les reins. L'agent ainsi interpellé; s'approcha néanmoins, Lefebvre entra précipitamment dans sa maison et s'y barricada. Ce qui ne l'a pas empêché d'être arrêté, hier soir, et écroué au dépôt de sûreté, en attendant son transfert à Lille.

Un jeune ouvrier, M. Leclercq, a eu pitié d'un sien ami qui, depuis quelque temps sans travail, logeait le diable dans sa bourse. Il l'a fait admettre à son logement, se portant garant du coût de son entretien. Pour le remercier, l'ami, Adolphe Honoré, lui a dévalisé, en partie, sa garde-robe et a disparu. Cet ingrat personnage a été arrêté, avant-hier soir, au moment où il était au milieu des briqueteries qui se trouvent près du boulevard de Paris, il se disposait à passer la nuit à la belle étoile.

La police de Lille a arrêté, hier, un repris de justice, nommé Léon Lampe, en résidence obligée à Roubaix. Cet homme était allé à Lille sans autorisation.

Cinq détenus, arrêtés, ces jours derniers, à Roubaix, ont été dirigés sur Lille, ce matin.

Une ménagère chargée d'une lourde hotte, cheminait hier, sur le sentier de la Grange, à Wattrelos. Des douaniers la rencontrèrent qui la forcèrent à se reposer quelque instant pendant qu'ils passeraient l'inspection de la charge qu'elle portait. La malheureuse ! la hotte contenait du pétrole, du café, du tabac... une provision complète, quoi ! Cette ménagère se nomme Virginie D... et habite Roubaix. La hotte et son contenu ont été confisqués. La contrebandière a été remise entre les mains de la gendarmerie.

Jeudi dans la journée, les territoriaux des 3e bataillons, classes 1866-1867, se sont rendus à leurs cours pour commencer la période d'exercices réglementaires.

Depuis quelques jours, la ville de Lille est exploitée par deux escrocs qui, tout en vendant des marchandises à 20 pour cent au-dessous des cours, trouvent moyen de réaliser de gros bénéfices.

Ces individus, qui sont vêtus de bleues, dont l'un paraît être belge et l'autre français, se présentent chez les négociants en spiritueux et leur offrent en vente à bas prix un fût d'alcool à 95° et de première qualité.

Le marché accepté, ils fournissent le soir la marchandise, en font vérifier le degré et la qualité, et demandent un à-compte de 100 ou 200 francs suivant l'importance de la vente. Le négociant, qui croit avoir fait un excellent marché, s'empresse de remettre l'acompte réclamé. Les vendeurs s'en vont alors, en annonçant qu'ils reviendraient toucher le reste de la somme qui leur est due le lendemain, après vérification du contenu du tonneau.

Tout est pour le mieux jusqu'ici; mais hélas ! le lendemain, personne ne se présente, et le commerçant, qui veut de nouveau s'assurer de la pureté de l'alcool, éprouve une surprise bien désagréable, le tonneau est plein d'eau, et seul un petit cone en fer blanc, partant du dessous de la bonde, contient quelques litres d'alcool.

Ce genre d'escroquerie n'est pas nouveau. Il y a quelques jours, nous avons raconté sous la rubrique : *Cinq cents pour cent de bénéfice*, l'arrestation d'une bande d'individus à Bourges, pour des faits identiques à celui que l'on vient de lire.

Espérons que les deux filous qui ont choisi notre place pour le théâtre de leurs exploits, ne tarderont pas, eux aussi, à éprouver le même sort que leurs confrères de Bourges.

Ephémérides Roubaixiennes

15 Juin 1717. — La grêle dévaste le territoire de Roubaix, ruines lins, colzas, blés, seigles, scorgerons, fèves. La récolte est nulle, et l'on est obligé de recourir aux Etats de Lille pour en obtenir des graines de semences.

TH. LEURIDAN.

— La justice vient d'être saisie d'une affaire qui paraît grave.

Le 9 juin, vers minuit, à Quévillon, près d'Arnesnes, l. femme Willot, s'éveillant, s'aperçut que son mari, âgé de 58 ans, était mort.

Un médecin des environs, sans avoir vu le

cadavre, délivra un certificat attestant que M. Willot avait succombé à la rupture d'un anévrysme.

Or, l'enquête démontra que ce médecin avait tout bonnement délivré un certificat de complaisance.

Un autre médecin a déclaré qu'il était impossible de déterminer la cause de la mort sans faire l'autopsie.

Il paraît que, le 13 mai, le défunt fut de ces coups de tête, beau-fils. Il aurait même porté plainte à l'autorité, ajoutant que ces violences lui avaient donné le coup de la mort.

— De grandes fêtes seront célébrées le 7 juillet prochain à Douai en l'honneur de l'anniversaire de l'annexion de cette ville à la France.

Une tentative de meurtre vient d'être commise à Douai.

Dans la nuit de dimanche à lundi, le sieur D... s'en retourna à son domicile, lorsqu'il arriva dans la rue du Gouvernement, il fut frappé d'un coup de couteau à la figure par un malfaiteur qui se tenait caché dans l'encoignure d'une grande porte.

A ses cris, l'assassin s'enfuit, et il a été impossible, jusqu'ici, de découvrir ses traces.

On lit dans l'Indépendance, de Douai : « Un de nos confrères annonce que M. le comte Romain de Guerne vient, par décision ministérielle, d'être révoqué de ses fonctions de membre de la commission d'administration du lycée de Douai. — M. de Guerne était président du conseil d'administration de l'établissement. »

« Nous ignorons les considérations qui ont pu provoquer cette décision ministérielle. Notre honorable citoyen a rendu de bons et utiles services dans le sein du Conseil d'administration; il porte un nom vénéré, essentiellement douaisien, se rattachant à nos créations universitaires municipales, et qui retrouve volontiers dans les commissions administratives de la localité. »

« Avant d'apprécier la mesure, nous cherchons à connaître les considérations de la décision ministérielle qui vient d'être émise. L'honorable comte de Guerne. »

— Lundi, après-midi, une femme de la campagne qui poussait devant elle une petite voiture chargée d'un enfant, arrivait à la porte de Lille, à Douai. L'employé de l'octroi s'aperçut avec satisfaction que l'enfant était mort. On s'imagina le désespoir de la pauvre mère qui croyait son enfant endormi...

ÉTAT-CIVIL DE ROUBAIX. — DÉCLARATIONS DE NAISSANCES du 14 juin. — Sophie Lorthol, rue de l'Homme, 10, cour Cabyl, 1. — Emile Parent, rue du Parc, 1. — Maria Coppen, rue du Pile, 20. — Céline Labbé, rue de la Limite. — Angèle Delin, rue des Filatures, 18. — Constant Duriz, rue de Lille, 235. — Charles François, Grande-Rue, cour des 12. — DÉCLARATIONS DE DÉCÈS du 14 juin. — Charles Devienne, 58 ans, marchand, rue de Vaucanson, 61. — Clotilde Debever, 22 ans, dévotieuse, Hôtel-Dieu. — Léopold Vanneuwenhuyse, 3 mois, rue de la Limite, cour Lédoux. — Pierre Stoops, 33 ans, ébéniste, rue du moulin, 62. — Louis Florin, 78 ans, journalier, à l'Hospice.

ÉTAT-CIVIL DE TOURCOING. — DÉCLARATIONS DE NAISSANCES du 14 juin. — Clémentine Lepas, rue de Wailly, 1. — Alois Kapiert, rue Borge, 1. — Alice Lehoucq, rue du Tilliot, 1. — DÉCÈS du 14 juin. — Antoine Clot, 62 ans, 4 mois, époux de Rosalie Samy, rue du Brun-Pain, 1.

CONVOIS FUNÈRES & OBITS

Les amis et connaissances de la famille STOOFS qui, par oubli, n'auraient pas reçu de lettre de faire part de la mort de M. Pierre STOOFS, veuf de dame Florentine DE SMEDT, décédé à Roubaix, le 14 juin 1878, dans sa 55^e année, sont priés de considérer le présent avis comme en tenant lieu et de vouloir bien assister au convoi et Salut solennel qui aura lieu le dimanche 16 courant, à 3 heures 1/2, en l'église St-Jean-Martin. — L'assemblée à la maison mortuaire, rue Royale, n° 70.

Un obit solennel du mois sera célébré le mardi 18 juin 1878, à 9 heures, en l'église du Saint-Sépulchre, à Roubaix, pour le repos de l'âme de Dame Lucie-Joseph GRAU, veuve de M. Louis-Modesse DEBISCHOP, décédé subitement à Roubaix, le 21 mai 1878, à l'âge de 72 ans. — Les personnes qui, par oubli, n'auraient pas reçu de lettre de faire part, sont priées de considérer le présent avis comme en tenant lieu.

Un obit solennel du mois sera célébré en l'église St-Jean-Martin, à Roubaix, le lundi 17 juin 1878, à 9 heures 1/2, pour le repos de l'âme de M. Charles-Joseph DANSETTE, époux de Dame Catherine BONTE, décédé à Roubaix, le 9 mai 1878, à l'âge de 56 ans. — Les personnes qui, par oubli, n'auraient pas reçu de lettre de faire part, sont priées de considérer le présent avis comme en tenant lieu.

LETTRES-MORTUAIRES ET OBITS. — Imprimerie Alfred Rebois. — Avis gratuit dans les deux éditions du Journal de Roubaix, dans la Gazette de Tourcoing (journal quotidien)

M. H. Deniau, ex-directeur des travaux municipaux de la ville de Roubaix a l'honneur d'informer le public et ses amis, en particulier, qu'il ouvre à Roubaix un bureau d'ingénieur-architecte.

Il s'occupera en général des études et travaux se rattachant à l'art de l'ingénieur et du géomètre, et spécialement des constructions industrielles. — Actuellement, rue du Coq-Français, 42. Au 1^{er} juillet, rue de Blanchemaille, 73.

Belgique. — Il y a eu une terrible panique à Calvoet samedi soir, mardi soir. C'est à que passent tous les trains de Bruxelles à Charleroi. Une douzaine de wagons d'un train de marchandises,

garé à Waterloo, se sont détachés par suite de la rupture d'une chaîne d'attache. Ils ont descendu la pente vers Rhodes-Sainte-Genève avec une rapidité effrayante. De Waterloo et de Rhodes, on télégraphia dans la direction du Midi. Le chef de station de Calvoet-Uccle reçut un télégramme indiquant le fait, au moment où était signalé le train de voyageurs n° 59 roulant à 8 h. 50 vers Charleroi. La catastrophe était imminente.

Le chef de gare se jeta sur l'extrémité et fit entrer le train descendant sans machine sur la voie d'évitement. Les wagons furent brisés sur la digue en s'accrochant les uns sur les autres. Beaucoup de dégâts matériels, mais ce n'est rien, quand on pense que le train de voyageurs qui était en vue à une distance de 300 seulement a pu entrer en gare sans encombre.

ADRESSES INDUSTRIELLES & COMMERCIALES

Cette liste paraît dans la deuxième édition du Journal de Roubaix. — S'adresser pour les conditions, rue N. 17.

Pianos Location et réparation, rue du Fontenois, 58. 15176

Architecture Industrielle V. DUBREUIL, ingénieur-architecte, plans, des constructions et des installations d'usines, rez-de-chaussée métalliques bts, à grande portée supportant 700 qds colonnes; constructions métalliques et autres, économiques. 4945

CORRESPONDANCE

Les articles qui suivent, n'engagent ni l'opinion, ni la responsabilité du journal.

A propos d'une brochure de M. de Mollins

Roubaix, le 11 juin 1878. Monsieur le Directeur,

On a répondu récemment dans le public une brochure intitulée : *Aut de destructeurs des écoles de Roubaix*, signée Samuel de Mollins, et dont le but est de prouver que la Société en participation n'a pas fait de bénéfices exagérés sur les écoles qu'elle a construites.

Dans cette brochure, qui ne comporte pas moins de sept divisions distinctes : Préface, avant-propos, état estimatif etc., etc., je suis naturellement mis en cause comme un des destructeurs de la philanthropie entreprise, et je me trouve obligé, par suite, de déclarer de nouveau l'hospitalité de vos colonnes pour répondre à M. de Mollins, ce que je ferai, du reste, aussi succinctement que possible, en glissant sur les détails sans importance.

De la Préface, je ne relèverai qu'une phrase, un petit chef-d'œuvre : « La société publiée cet état pour l'édification de toute personne désireuse de se rendre un compte exact de la valeur des écoles, en dehors des questions de parti et des querelles soulevées par les adversaires des écoles laïques que cette œuvre a blessés. »

« point de vue des intérêts municipaux » qu'ils feignent de défendre, mais uniquement dans leur amour-propre » et dans leurs tendances anti-libérales. Cela veut dire que M. de Mollins et ses associés sont des victimes des passions réactionnaires, et que si on les attaque, c'est uniquement à cause de leur amour pour la liberté!

Et moi qui croyais M. de Mollins amoureux surtout des billets de banque! Après tout, c'est peut-être à la liberté de faire de gros bénéfices sur la Caisse Municipale qu'il fait allusion; j'avoue que, dans ce sens, mes tendances n'ont jamais été des plus libérales.

L'avant-propos débute par la révélation d'un ordre de service donné par moi à mes subordonnés pour la préparation d'une estimation approximative, ce qui m'amène à révéler à mon tour qu'en effet M. le maire Bulteau m'avait tout d'abord donné des instructions dans ce sens, qu'il a rectifiées peu après comme je l'ai rectifiés les miennes.

Ce n'est pas, toutefois, que je veuille prétendre comme M. de Mollins me le fait dire pour les besoins de sa cause, que mon estimation est rigoureuse. Je laisse ces mots sonores à l'usage des charlatans et de M. de Mollins, lequel connaît parfaitement les termes dont je me suis servi, son avocat ayant communiqué au tribunal ma lettre informant le Maire que j'avais reconnu que l'estimation signée de moi était très-approximativement exacte.

L'avant-propos continue en citant des extraits des dépositions de MM. Marteau, Bulteau et Paul Scrépel, habilement choisis pour la démonstration qu'on se propose de faire. Ces derniers en particulier, auraient reconnu que les terrains des écoles, d'après des renseignements tirés de l'enregistrement, valaient 18,000 fr. en moyenne, soit 6,000 fr. de plus que M. Marteau ne les estimait.

En ajoutant, dit M. de Mollins, à l'estimation de M. Marteau, qui est de 57,000 fr. Cette erreur de 6,000 « Et pour les dépenses de voirie 1,500 «

On a le total des chiffres établis par les adversaires des écoles 64,925 fr. Total qui ne diffère de l'estimation de MM. Dupire et Barbotin que de 6,200 fr., représentant sans doute la somme importante que M. Marteau reconnaît pouvoir exister entre son estimation et la vérité.

Tout cela, Monsieur le directeur, n'est pas mal imaginé, mais c'est de la pure fantasmagorie. Je vous prie, tout d'abord, de vouloir bien remarquer avec quel soin M. le délégué de la Société en participation évite de citer la somme de 76,500 fr. stipulée pour l'acquisition de chaque école. Ce chiffre n'existe même pas dans la brochure; on n'y voit que le montant de l'estimation des architectes, 71,248

fr. 43, et c'est sur ce chiffre que roule toute la discussion. Est-ce que par hasard M. de Mollins serait disposé à renoncer aux 5,252 fr. par école qui forment la différence, c'est-à-dire à un bénéfice absolument injustifié, ou bien considérerait-il ce petit excès de bénéfice, qui est de 31,512 fr. sur l'ensemble de l'entreprise, comme un péché pardonné? Il serait utile d'être fixé là-dessus.

Quoi qu'il en soit, revenons aux citations de M. le délégué. M. Marteau avait été chargé, comme moi, uniquement de l'estimation des bâtiments d'écoles, et pour cette partie de son travail, il a maintenu son chiffre comme exact; mais quand il s'agit des travaux de voirie qu'on prétendait devoir faire, qu'il n'avait pas vus, et qu'il ne pouvait pas voir, par la raison fort simple qu'ils n'existaient alors, comme ils n'existent encore en majeure partie que sur le papier, M. Marteau fut bien obligé de reconnaître que son estimation était incomplète, si réellement on devait faire ces travaux; mais devait-on les faire, et dans quelle mesure? Là est la question qu'on peut encore se poser aujourd'hui, puisque pour des motifs bien difficiles à deviner, ils ne s'exécutent pas; nous verrons, d'ailleurs, tout-à-l'heure quelle peut être l'importance réelle.

Quant à ce qui concerne les dépositions de MM. Bulteau et P. Scrépel, elles tendaient à prouver, même en admettant les prix portés sur les actes enregistrés comme représentant la valeur réelle des terrains acquis, on arrivait encore pour le prix des écoles à un chiffre considérablement inférieur au prix d'acquisition stipulé dans le marché de Mollins.

Mais, y avait-il concordance entre les prix signalés par M. de Mollins comme portés sur les actes authentiques et la valeur réelle des terrains, facile à estimer par comparaison avec les parcelles dans la même situation? Je dis que cette concordance n'existait pas, au moins pour trois de ces terrains, ceux du Pile, de la rue Daubenton et du boulevard d'Armentières; que, quelles que soient les indications des actes, elles ne sauraient faire que le terrain du Pile vaille 11 fr. 50 du mètre carré, par exemple, quand on en peut avoir à 4 ou 5 fr. dans la même situation; que, s'il y a plus à M. de Mollins de faire insérer dans son acte authentique, qu'il faisait cadeau à M. Moïse Rogier des dépenses de voirie faites au droit du terrain de celui-ci, ce n'est pas une raison pour qu'on doive compter dans l'estimation de l'école la valeur de ce cadeau, de manière à faire monter le prix de son emplacement, situé au fond de l'impasse, au double de celui du coin de rue. Je dis enfin, que lorsque M. de Mollins, maçon, achète au mois de mars 1877 par acte authentique, le terrain du boulevard d'Armentières à 9 fr. 70 du mètre utile, et le revend quelques semaines après, toujours par acte authentique, à M. de Mollins, délégué de la Société des Ecoles, plus du double du prix d'achat, cette double transaction, si authentique qu'elle soit, n'a pas changé la valeur du terrain d'un centime, et que ce terrain vaut, pour la ville comme pour M. de Mollins, maçon, 9 fr. 70 du mètre et non pas 20 fr. 85.

Laissons donc M. de Mollins à ses additions fantaisistes et voyons quels sont les autres arguments par lesquels il entend démontrer la bonne foi de la Société et l'honorabilité du but qu'elle s'est proposé.

Nous arrivons à l'estimation de MM. Dupire (Aug.) et Barbotin, cette estimation faite contradictoirement entre les délégués de M. Farneton, intéressé par amour-propre à soutenir M. de Mollins, et l'employé de ce dernier.

Vous vous rappelez que déjà l'inexactitude des renseignements tirés de cette estimation, et présentés au tribunal par l'avocat de MM. Farneton et de Mollins, a été préemptoirement démontrée par des arguments auxquels on n'a rien trouvé à répondre.

Le travail que j'ai sous les yeux présente un grand nombre de prix d'application sensiblement plus élevés que les prix courants de Roubaix; aucune des bases qui ont servi au calcul des quantités n'y est indiquée; il serait donc très-difficile, autrement que par l'expertise contradictoire que j'ai réclamée à diverses reprises, de faire ressortir les erreurs que peuvent contenir les 200 ou 250 articles dont il se compose, et je me bornerai à appeler votre attention sur quelques chiffres, qui démontrent avec quelle extrême facilité MM. Dupire Auguste et Barbotin (dont je ne mets point d'ailleurs en suspicion la bonne foi) ont accepté les renseignements que leur a fournis l'employé de M. de Mollins.

La première page comprend plus de 1200 mètres cubes de terrassements; si l'on défalque de ce volume environ 250 m., représentant les déblais des fondations, caves, citernes, etc., il reste 950 m. environ, qui ne peuvent avoir été enlevés qu'à la surface du sol actuel; cela correspond à une couche d'environ 0.75 d'épaisseur sur toute l'étendue de l'école; eh bien, on peut juger d'un simple coup d'œil, sans être architecte, que c'est matériellement impossible; il faudrait, pour que cela fût admissible, qu'il y eût en avant le travail, sur l'emplacement déblayé, une éminence voisine plus élevée que le terrain voisin, qui est encore à nu, et cela n'était pas.

Il va de soi d'ailleurs, que MM. les architectes n'ayant pu constater la réalité du travail qu'on leur signalait comme ayant été exécuté, malgré les apparences, s'en sont rapportés pure-

ment et simplement aux renseignements fournis par l'employé de M. de Mollins, avec qui leur opération devait être faite contradictoirement.

Singulière façon d'opérer contradictoirement, avouez-le!

Plus loin, pages 11, 12, 13, aux articles: pierres de Tournai, plafonnage, vitrerie, je trouve pour 1,500 francs de travaux à l'économie. Il faut que vous sachiez qu'on appelle ainsi, par une sorte d'euphémisme, des travaux coûtant généralement beaucoup plus cher que les autres, parce qu'ils sont faits à la journée; ce sont habituellement des réparations qui ne sont pas susceptibles d'être comptées à la surface ou au cube, ou quelquefois des frais d'époussetage; mais ici, rien de pareil; ces dépenses sont comptées dans des travaux neufs; ce qui est absolument contraire à l'usage. Soit-ce des rectifications d'erreurs commises par défaut de surveillance? Mais alors c'est l'entrepreneur qui doit en supporter les frais, car cela d'augmente en rien la valeur de la construction. Bien entendu, ce sont encore des chiffres dont la vérification n'est pas possible, des données fournies par M. de Mollins.

Un titre Divers, page 19, on trouve : *fraies de voirie jusqu'à la rue Decrême exécutées en partie : 3,312 fr. 47.*

Or, l'acte d'acquisition du terrain porte que la vente est faite à condition... 4° de contribuer à concurrence du front à rue à l'établissement d'un aqueduc et d'un pavé; 5° de faire aussi un trottoir en grès, etc.

Par conséquent, ce n'est pas jusqu'à la rue Decrême qu'il fallait compléter les frais de voirie, mais seulement sur les 28 mètres de longueur de la façade; ce qui fait une jolie différence. (1) Ajoutez que les travaux, que M. de Mollins s'est engagé à faire envers le propriétaire, et non pas envers la ville, ce qui n'est pas la même chose, se bornent jusqu'à présent à une modeste bordure de trottoir. Et après cela on dit que l'estimation de M. Marteau est incomplète? Je trouve, moi, que celle-ci est beaucoup trop complète!

Les honoraires d'architecte sont comptés pour 2358 fr. 67; ils sont calculés à raison de 5 0/0 sur le montant des dépenses, y compris celles de voirie qui ne sont pas faites. Or, M. de Mollins a employé un seul agent pendant toute la saison qu'on duré ses travaux, et un autre pendant trois mois; certainement, il lui était impossible d'en employer moins comme entrepreneur pour la surveillance de 6 bâtiments disséminés sur des points éloignés les uns des autres. Le rôle de l'architecte consiste ordinairement dans la préparation des avant-projets et des projets de détail, la surveillance de la construction et le règlement des décomptes entre l'Administration, ou le propriétaire et l'entrepreneur; ici, il n'y avait pas à faire de décompte, puisqu'il y avait un forfait (2) et jamais aucun architecte n'a surveillé les constructions; les frais d'architecte se bornent donc à l'étude du projet unifié qui a servi pour les six écoles; cela se paie suivant l'usage, à raison de 1 1/2 0/0 sur le montant du devis, soit, en prenant les chiffres de M. Dupire et Barbotin, 1 1/2 0/0 sur 47,848,96 ou 717 f. 72, ce qui fait 119 f. 62 par école; et on n'objectera pas que M. de Mollins a dû lui-même remplir les fonctions d'architecte; M. de Mollins ne pouvait se dispenser, comme entrepreneur, de visiter ses travaux, de les surveiller; et il a fait bien juste le nécessaire pour cela, les rapports du contrôle en font foi.

Je terminerai l'examen de ces chiffres par la dernière somme de l'estimation: 1168 fr. 00 portées sous la rubrique: *Intérêts sur sommes avancées par la société et improductives jusqu'à la prise en location.*

Celle-là, par exemple, j'avoue qu'elle m'a complètement ébahi!

Ainsi, les entrepreneurs ordinaires sont assujettis à supporter des frais d'adjudication, des frais d'enregistrement, des pertes d'intérêt sur le cautionnement, sur la retenue de garantie équivalant au minimum à 3 0/0 du montant de leur entreprise, et dépassant parfois considérablement ce taux; et M. de Mollins, qui est exempt de toutes ces charges, se verrait encore gratifié de 2 1/2 0/0, pour avances de fonds, pour une entreprise qui a duré six à huit mois!

Vous reconnaîtrez que c'est là une exagération vraiment fâcheuse. Je le répète, je ne veux pas incriminer Messieurs Dupire et Barbotin; je sais combien M. de Mollins est tenace, et je devine à combien d'obscurs, ils ont dû être en butte, au cours de leur travail; mais cette allocation de 1168 francs, me paraît absolument inadmissible, quelle que soit la bonne volonté dont on veuille faire preuve.

Je crois en avoir assez dit, Monsieur le Directeur, pour faire comprendre à quel point la ville a intérêt à faire procéder à une expertise vraiment contradictoire, afin de s'assurer de la valeur réelle des écoles de Mollins.

Je terminerai cette lettre en relevant dans le nota de la brochure l'acte allégué de M. de Mollins, que la société a dû acquiescer à un million trois cent mille briques étrangères.

(1) Les travaux de voirie exécutés comme dans l'impasse Parcassier (rue Daubenton) donneraient lieu à une dépense d'environ 1330 francs; il y a donc avec le chiffre indiqué près de 2000 francs de différence. Ajoutez que, devant les 4 autres écoles qui sont sur des voies publiques, le pavé existe, et que la dépense pour aqueduc et trottoir est réduite de 350 à 1000 francs.

(2) Suivant l'usage, le règlement des décomptes est compris dans les honoraires de l'architecte pour 2 0/0; le projet et la surveillance chacun pour 1 1/2 0/0.